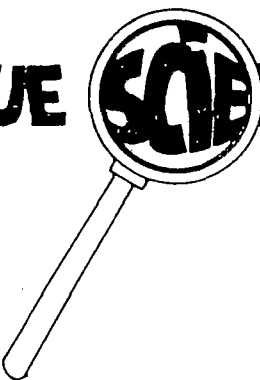


CHRONIQUE SCIENTIFIQUE



TRANSFORMATIONS DU MONDE RURAL

CENTRE FOR WESTERN AFRICA STUDIES

(Université de Birmingham, 23-24 septembre 1986)

Ce colloque avait pour objectif de faire le point sur l'état des travaux en sciences sociales dans le domaine des transformations du monde rural en Afrique et de définir les besoins en études nouvelles (monographies et analyses de concepts). Ont ainsi donné lieu à discussion, après présentation d'un rapport, les thèmes suivants : la croissance démographique (A.G. Hill) ; les questions sanitaires (perspectives anthropologiques) (C. MacCormack) ; le développement de l'adduction de l'eau (S. Cairncross) ; la division sexuelle du travail dans la production rurale (A. Whithead) ; l'énergie en zone rurale (W. Elkan) ; les relations entre zones urbaines et zones rurales (W.T.S. Gould) ; les transformations à la périphérie urbaine (K. Swindell) ; la crise alimentaire (E. Clay et J. Borton) ; l'État et les paysans (R.C. Crook).

Les organisateurs de la conférence avaient opté pour la forme la plus rationnelle d'agencement des débats, en divisant ceux-ci en secteurs. Si cette procédure a permis un apport d'informations clair et sélectif, elle a donné l'occasion aux participants de constater l'étroite imbrication de tous les domaines traités. Il ne pouvait en résulter — une fois de plus — qu'une affirmation de la nécessité de la pluridisciplinarité. Cependant, celle-ci ne saurait se limiter au seul domaine des sciences sociales. S'agissant du monde rural, les sciences dites « dures », par leur apport dans la connaissance des contraintes techniques de l'analyse sociale, doivent être étroitement associées aux études en sciences sociales. Analyser l'adaptation des populations et des structures sociales ou institutionnelles impose de connaître les limites écologiques, technologiques, agronomiques et autres du milieu, au risque de déboucher sur des analyses de terrain totalement

incohérentes. A plusieurs reprises, des rappels à des considérations techniques ont évité que la conférence ne s'égaré dans des discussions aussi spéculatives que stériles. Une plus réelle articulation des sciences sociales et des sciences « dures » pourrait faire passer ces premières du stade de l'incantation à celui d'aide à la décision.

Il est apparu à plusieurs reprises que les travaux universitaires — par ailleurs de très bon niveau — refusaient *a priori* de considérer les conséquences concrètes de leurs apports, comme si l'analyse fondamentale rejetait la prise en compte de la réalité sociale dans laquelle elle s'insère. Lorsqu'un ingénieur civil propose un système hydraulique, il en envisage (en principe) les effets sanitaires, économiques et autres. Il en étudie la faisabilité. Assez curieusement, lorsqu'un anthropologue se propose d'utiliser l'anthropologie agricole, administrative, sanitaire, etc., il ignore délibérément l'impact d'une telle approche sur le système politique et administratif. La même critique peut s'appliquer aux politologues, aux sociologues et aux économistes travaillant sur l'Afrique. La conférence a permis de démontrer en ce sens une certaine insouciance « politique », sans doute issue d'une trop forte spécialisation dans un domaine de recherche qui déforme obligatoirement la réalité.

Enfin, le colloque s'est montré particulièrement utile en permettant la confrontation d'expériences très diverses. Il a démontré, de l'avis de tous les participants, à quel point la théorisation en sciences sociales en Afrique se heurte à la non-fiabilité de la généralisation. Ce qui est vrai au Ghana ne l'est pas forcément en Côte-d'Ivoire ; la vérité dans un village n'est pas automatiquement applicable ailleurs. La théorisation apparaît comme un guide de réflexion, jamais comme une recette. Elle n'est qu'une partie du réel traduisant une expérience essentiellement fragmentaire. Cette remarque a connu une illustration particulière lors des débats sur la crise alimentaire et sur l'État, au cours desquels, malgré une approche comparative, les expériences personnelles fondaient des interprétations très contrastées, sinon opposées.

Le colloque du *Centre for Western Africa Studies* de Birmingham a certainement dépassé ses objectifs. Il a réussi à démontrer à l'ESRC (*Economic and Social Research Council*) que les chercheurs étaient véritablement passionnés par leurs travaux. Mais, plus largement, il a donné lieu à une réflexion générale sur la nature des sciences sociales en Afrique et sur leur finalité. Sans doute, était-ce la meilleure façon de convaincre l'ESRC que le financement de travaux en Afrique dans les zones rurales est non seulement justifié mais nécessaire, et que la recherche ne poursuit pas des finalités purement spéculatives.

Dominique Darbon